

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RFSP&ID_NUMPUBLIE=RFSP_571&ID_ARTICLE=RFSP_571_0047

Les politiques de l'urgence à l'épreuve d'une ethnobiographie d'un SDF

par Patrick BRUNETEAUX

| Presses de Sciences Po | Revue française de science politique

2007/1 - Volume 57

ISSN 0035-2950 | ISBN 9782724630862 | pages 47 à 67

Pour citer cet article :

— Bruneteaux P., Les politiques de l'urgence à l'épreuve d'une ethnobiographie d'un SDF, Revue française de science politique 2007/1, Volume 57, p. 47-67.

Distribution électronique Cairn pour les Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES POLITIQUES DE L'URGENCE À L'ÉPREUVE D'UNE ETHNOBIOGRAPHIE D'UN SDF

PATRICK BRUNETEAUX

L'étude des sans-logis est le plus souvent abordée à partir de trois types d'analyses. Les premières insistent sur les productions de la pauvreté, dans leurs dimensions historiques¹ et économiques, ce qui englobe aussi bien des analyses en termes de récession que des données relatives aux transformations de l'habitat bon marché² ou au démantèlement de l'État social³. Les secondes se penchent sur la gestion de la pauvreté, en abordant les politiques sociales des démocraties qui ne cessent d'hésiter entre aide sociale⁴ et répression⁵. Les dernières se préoccupent des modes de survie à la rue, en privilégiant l'étude concrète des groupes les plus marginalisés dans leurs pratiques d'adaptation⁶. Mais, dans ce dernier cas, bien peu de travaux récents s'appuient sur une démarche à la fois ethnographique et biographique⁷ pour penser « la nouvelle pauvreté » et les modalités concrètes de l'action publique auprès de ces publics. La plupart du temps, les personnes sont fréquentées pendant une période de quelques mois, suffisante pour recueillir des informations élémentaires et ponctuelles sur leur genre de vie⁸, mais sans recourir pour autant à une démarche conciliant l'observation et le recueil de récit de vie. Ce couplage permet de croiser les sources, aussi bien pour appréhender les modes de socialisation à la rue que pour rendre compte des usages sociaux des institutions d'assistance, lesquelles sont souvent incontournables pour les personnes les plus démunies. Les « Simmeliens » rappellent que l'État de droit leur offre des possibilités concrètes pour éviter de dépérir dans la

1. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995 ; Abraham De Swann, *Sous l'aile protectrice de l'État*, Paris, PUF, 1995.

2. Maryse Marpsat, Jean-Marie Firdion, *La rue et le foyer. Une recherche sur les sans-domicile et les mal-logés dans les années 1990*, Paris, INED/PUF, 2000.

3. Joël Blau, *The Visible Poor. Homeless in The United States*, Oxford, Oxford University Press, 1992 ; Robert Castel, *L'insécurité sociale*, Paris, Seuil, 2003 ; Noëlle Burgi, *La machine à exclure. Les faux-semblants du retour à l'emploi*, Paris, La Découverte, 2006.

4. Serge Paugam, *La disqualification sociale*, Paris, PUF, 1993 ; Michael Rowe, *Crossing the Border*, Los Angeles, University of California Press, 1999 ; Romain Huret (dir.), « Politiques sociales en perspectives transatlantiques. États-Unis-Europe (20^e siècle) », *Revue européenne d'histoire sociale*, 11, juillet 2004.

5. Jeannine Verdès-Leroux, *Le travail social*, Paris, Minuit, 1976 ; Daniel Bizeul, *Civiliser ou bannir. Les nomades dans la société française*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; Patrick Gaboriau, Daniel Terrolle, *Ethnologie des sans-logis. Étude d'une forme de domination sociale*, Paris, L'Harmattan, 2003.

6. David Snow, Léon Anderson, *Down on their Luck. A Study of Homeless Street People*, Los Angeles, University of California Press, 1993 ; Patrick Gaboriau, *Clochards*, Paris, Julliard, 1993.

7. Pascale Pichon, « Un point sur les premiers travaux sociologiques français à propos des sans domicile fixe », *Sociétés contemporaines*, 30, avril 1998, p. 95-110 ; Julien Damon, Jean-Marie Firdion, « Vivre dans la rue : la question SDF », dans Serge Paugam, *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, p. 374-386.

8. Bruno Proth, Vincent Raybaud, « Une famille de SDF recomposée à l'aéroport », dans Denis Ballet (dir.), *Les SDF, visibles, proches citoyens*, Paris, PUF, 2005, p. 103-118.

rue (aides humanitaires, minimas sociaux) et c'est dans ce cadre qu'elles mobilisent des ressources personnelles pour apprécier les prestations des opérateurs privés ou publics. Cependant, ils minimisent trop fortement les contraintes qui pèsent sur les sans-logis¹. Inversement, les « structuralistes », en découvrant l'espace des formes globales de domination sociale et publique qui pèsent sur les tactiques de survie de ce public, s'aliènent la possibilité, dénoncée comme « populiste », de restituer les figures complexes du contournement ou de l'instrumentalisation des institutions. Le récit de vie associé à l'immersion ethnographique permet de mieux articuler ces deux dimensions théoriques qui, au fond, ne sont pas incompatibles. Mais elles le deviennent lorsque, de manière inappropriée, elles segmentent à outrance l'objet, poussant les uns à n'aborder que les effets de la violence structurelle conduisant à la mort physique des clochards, et les autres, à imaginer une rationalité, même limitée, d'acteurs imperturbables dont les compétences et les valeurs leurs permettraient de « s'adapter » aux politiques de ciblage et de gestion des pauvres. L'approche ethnobiographique² apporte à la fois un regard plus nuancé et plus contrôlé. En effet, elle permet de restituer les facettes complexes d'un État social à la fois répressif et soucieux aussi de fournir un soutien matériel aux populations échouées dans la rue. Elle plaide aussi pour une vérification des récits des SDF au moyen du suivi de ces personnes à la rue et de l'observation concrète de leurs pratiques de survie.

La trajectoire singulière de Georges, un sans-logis de 58 ans, accompagné depuis 6 ans, ayant vécu plusieurs phases de vie à la rue³, permet de révéler deux résultats majeurs : la faiblesse des politiques d'urgence qui enferment encore les personnes, malgré l'amélioration sensible des formes d'accueil, dans un circuit de l'assistantat paradoxalement produit par les institutions elles-mêmes ; une capacité d'évaluation des situations qui représente une sorte d'amortisseur permettant de filtrer un univers assistantiel complexe (espace public et privé, monde caritatif et séculier, vieilles structures médiévales et dispositifs récents), évolutif (processus d'humanisation) et contradictoire (répression et bénévolat). D'un côté, l'approche ethnobiographique permet de percer un certain nombre de discours écran sur l'assistantat et de mieux comprendre les mécanismes de ce qu'on appelle aujourd'hui « le non-recours ». De l'autre, il est possible d'apprécier les mécanismes d'ajustement à une culture de la rue et d'adhésion à éclipses à certains établissements inspirant plutôt de la défiance. Autrement dit, étudier la trajectoire de Georges et l'accompagner sur le terrain, c'est permettre, au moins en partie, de remettre en cause l'idée d'un accès facile aux aides sociales et d'expliquer simultanément comment la dépendance, institutionnalisée par la loi contre les exclusions du 29 juillet 1998, est aussi aménagée par l'État et les associations. Malgré les efforts de certains SDF pour s'en sortir, les dispositifs humanitaires initiés depuis le début des années 1980 dans le cadre des plans pauvreté/précarité fixent les personnes exclues dans une course à la survie institutionnelle⁴. Durant la période du travail auprès de Georges, de 2000 à 2006, celui-ci ne s'est vu proposer que des hébergements temporaires, dans un centre d'hébergement d'urgence (CHU), un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ou un hôtel social. Ses trois demandes de loge-

1. Lire par exemple Julien Damon, *La question SDF*, Paris, PUF, 2002.

2. Jean Poirier, Sylvie Clapier-Valladon, Paul Raybaut, *Les récits de vie. Théorie et pratique*, Paris, PUF, 1983, p. 60.

3. De 1968 à 1976, de 1981 à 1987, de 1995 à 2006.

4. Claire Beauville/FNARS, *La veille sociale. Face à l'urgence*, Paris, ESF Éditeur, 2001, p. 78, 96, 98.

ment n'ont jamais abouti, alors qu'il a connu un parcours d'insertion, passant de la situation de SDF au statut de « compagnon » dans une communauté Emmaüs, puis à celui d'allocataire du RMI. Il a signé un Contrat emploi solidarité de deux ans avant d'obtenir une pension d'invalidité de 800 euros environ depuis janvier 2006.

La construction de parcours de survie donne à voir concrètement, au quotidien, ce que les SDF peuvent faire avec des mesures assistantielles censées leur permettre de se réinscrire progressivement dans un processus d'insertion. À partir du cas de Georges, il est possible de montrer combien les politiques sociales menées en faveur des plus déshérités, autrement dit les politiques d'urgence, produisent une part de l'exclusion qu'elles sont censées combattre. Pour cela, il a fallu parvenir à entretenir une relation durable avec un errant, ce qui est l'enjeu méthodologique premier présenté d'abord. Ensuite, il s'agira de montrer comment s'imbriquent les offres formelles des dispositifs avec les usages sociaux qui en sont faits, notamment pour s'en détourner lorsque la précarité de l'offre aggrave les conditions même de la survie. Enfin, la faiblesse des aides sociales en faveur des SDF a généré une question éthique, celle des dépendances réciproques tissées avec une personne socialisée au travail d'enquête *et* à l'enquêteur, ce qui a placé ce dernier dans la position latérale d'agent d'insertion. Ce lien social spécifique a suscité de lourdes interrogations sur le sens éthique d'une « prise en charge » identitaire qui aurait dû être assurée par les mandataires des politiques d'insertion.

L'ANCRAGE RELATIONNEL AVEC UNE PERSONNE À LA RUE : LES PIÈGES À DÉPASSER

PARVENIR À CROISER LA ROUTE D'UN ÊTRE SANS BASE FIXE DE SURVIE

Il est fréquemment souligné que pouvoir suivre des sans-logis s'avère relativement difficile compte tenu de l'absence de lieu de résidence et même d'adresse, de l'alcoolisation ¹ rendant inadaptée la conversation ; compte tenu aussi de la méfiance engendrée par le fait d'être délogé des lieux publics, ce qui les conduit à faire preuve du sens de l'esquive ou de la fuite. D'où les innombrables rendez-vous manqués qui démotivent les travailleurs sociaux dénonçant « la mise en échec ». Accusés du délit de mendicité jusqu'en 1994 en France, les « vagabonds » ont été souvent emmenés de force en prison, à l'instar de Georges, qui a cumulé six passages de dix jours à un mois entre 1968 et 1976. Maltraités dans les centres d'hébergement d'urgence ², certains d'entre eux développent une réponse agressive aux demandes des chercheurs, réaction qui n'est finalement qu'un mode d'adaptation ordinaire dans un monde de prédation où la méfiance est une règle élémentaire de survie. Depuis l'invention du Samu social en 1993 et les déplacements des personnes dans les différents centres d'hébergement d'urgence, la « mise à l'abri » négociée dans la rue a institué une rotation rapide des publics, les temps d'accueil variant de 1 nuit à 7 nuits renouvelables. Cette mobilité incessante, cette

1. Les études actuelles insistent aussi sur la quasi-impossibilité de l'arrêt de l'alcool ou même de l'idée de son arrêt. Cf. Timothy P. Johnson, « Substance Abuse and Homelessness : Social Selection or Social Adaptation ? », *Addiction*, 92 (4), 1997, p. 437-445.

2. Pour une rare analyse critique d'ensemble des CHU, voir Gilles Tessonnières, « Le gardiennage des pauvres. Les logiques sociales de l'urgence », dans Patrick Gaboriau, Daniel Terrolle, *Ethnologie des sans-logis...*, op. cit., p. 75-109.

« remise à la rue des personnes hébergées »¹ dénoncée par les associations et les ONG qui défendent désormais les « hébergements de stabilisation », complique le repérage des sans-logis. Par ailleurs, les logiques individuelles du circuit conduisent les intéressés à changer de ville ou de région en fonction des « petits boulots » trouvés ou espérés, ce qui fut le cas de Georges pendant une grande partie de sa vie (travaux saisonniers dans l'agriculture, intérim en province dans le nucléaire et la métallurgie). Enfin, le travail de recherche auprès d'une « personne » est souvent invalidé par la déshumanisation rapide qui l'affecte². C'est dire que créer un lien durable avec un errant est aussi étonnant qu'improbable. Or, le SDF étudié est représentatif de la grande masse des désaffiliés provenant pour la plupart des classes populaires³. Une donnée élémentaire, mais non suffisante, aide à saisir en quoi cet ancien ouvrier déchu a pu accepter pendant six années la présence d'un chercheur : il a arrêté de boire peu avant la rencontre. Bien que toujours SDF pendant le temps de l'enquête, entre 2000 et 2006, cette personne a pu psychologiquement adhérer au protocole scientifique proposé : un récit de vie avec observation des lieux de survie, ce qui impliquait la possibilité minimale d'une périodicité des rencontres et, plus encore, de s'investir dans le jeu d'une enquête qui vient peser en plus dans les contraintes de la survie au jour le jour.

Il serait faux de croire que, dans n'importe quel contexte, le lien aurait été noué avec cette personne. H. S. Becker a montré la complexité de « l'arborescence des intercontingences » dans le monde social⁴ : « Le trajet qui mène à un événement donné peut donc être vu comme une succession d'événements aussi contingents les uns des autres. » Il aurait suffi que le contact ait été pris un an plus tôt et Georges se serait alors trouvé à la rue dans un état alcoolique grave, autrement dit dans un état d'indisponibilité radicale. Notre premier échange s'est déroulé dans un contexte où les gens autour de lui pouvaient le conduire à de multiples actions différentes. L'informateur était peu disponible, en butte à de multiples difficultés pour renouveler son hébergement, perturbé par des démêlés avec une association caritative qui lui demandait de fournir des documents administratifs pour son dossier de relogement.

Indubitablement, les contingences ont été en partie neutralisées par une proposition de recherche qui a croisé sa volonté de retrouver une vie ordinaire. C'est à un « tournant » de sa vie que la relation se noue en mai 2000, à un moment où il tente définitivement de s'en sortir en rompant avec les pratiques alcooliques, après un coma éthylique de dix jours. Vivant peu de temps avant son décrochage dans le tunnel du Châtelet et à ses abords (dans une armoire électrique), il essaie alors de reprendre pied dans la vie sociale. Il accepte le statut de compagnon des communautés Emmaüs dans un lieu de vie, en Normandie, où il devient un relais-santé⁵. Il y restera un an, puis il revient sur Paris dans la mesure où son assistante sociale référente lui obtient un

1. Communiqué de presse de MDM, site <<http://www.medecindumonde.org/8/11/2006>>.

2. Sur la mort dans la grande précarité : Collectif Les Morts de la Rue, *À la rue*, Paris, Buchet/Chastel, 2005 ; Daniel Terrolle, « La mort comme seule réinsertion », dans Patrick Gaboriau, Daniel Terrolle, *Ethnologie des sans-logis...*, op. cit., p. 181-202.

3. Maryse Marpsat, Jean-Marie Firdion, « Les personnes sans domicile à Paris : caractéristiques, trajectoires et modes de vie », dans Maryse Marpsat, Jean-Marie Firdion, *La rue et le foyer...*, op. cit., p. 257-285. Plus de la moitié des personnes rencontrées ont un père ouvrier et la vie familiale a été précaire (parents éloignés et itinérants, placement familial...). « 95 % ont travaillé au cours de leur vie essentiellement comme ouvriers » (Maryse Marpsat, Jean-Marie Firdion, *ibid.*, p. 275).

4. Henry S. Becker, p. 36-117.

5. Ce sont des personnes exclues assumant des rôles de prévention en santé communautaire. Cf. Patrick Bruneteaux, *Les relais-santé en France*, rapport pour la MIRE, Paris, 2000.

Contrat emploi solidarité à la Ville de Paris. Au moment où sa demande de logement est refusée, après deux ans de montage du dossier avec les services sociaux de l'association caritative, il se retrouve seul, dans l'entre-deux, convaincu de ne plus vouloir vivre dans la rue et, en même temps, incapable de savoir comment s'y prendre pour s'en sortir. C'est à ce moment précis que la rencontre se réalise, par l'intermédiaire de la responsable des relais-santé rencontrée dans le cadre d'une enquête portant sur ce thème. De son côté, le récit de vie qui lui est proposé va être l'occasion de se reconstruire. Il s'en saisit pour défendre ses compétences et ses projets.

DÉPASSER LES DÉFENSES IDENTITAIRES : UN RÉCIT SCIENTIFIQUE CONSTRUIT
CONTRE DES IMAGES DE SOI PERSONNELLES ET INSTITUTIONNELLES

La disposition à parler ne suffit pas à poser la crédibilité des propos recueillis. La sociologie des récits de vie ¹ insiste sur les défaillances de la mémoire et aussi sur le lien entre histoire et reconstruction acceptable de soi au présent. Les difficultés à se remémorer des faits qui se sont déroulés il y a presque 40 ans sont redoublées par les effets du brouillage biographique, associé aux périodes d'addiction et, plus généralement, aux traumatismes subis. Pour accéder à un récit de vie à visée scientifique, il a aussi fallu prendre le contre-pied de récits déjà pré-construits. Les plus pauvres, dont l'histoire personnelle ne se dissocie généralement pas de l'histoire des aides sociales ², s'arment comme ils peuvent pour tenter de contrer les représentants de l'État ou bien les instrumentaliser ³. Rencontrer un sans-logis signifie un travail pour dissoudre ces discours écrans sans cesse offerts au sociologue, puisqu'il incarne, lui aussi, une parcelle du pouvoir symbolique et matériel de l'État. Dès les premiers échanges, il était patent que le locuteur construisait son point de vue autour d'une distorsion intentionnelle du réel. En reprenant les catégories « populisme » et « misérabilisme » élaborées par C. Grignon et J.-C. Passeron ⁴, il est possible de souligner que ces dérives scientifiques correspondent aussi au mode de participation de l'acteur social à son propre récit personnel, qu'il est le premier à embellir ou à dramatiser, souvent en fonction de ce qu'il perçoit du locuteur et des coûts et avantages qu'il peut retirer de la relation. Pendant plus d'une année, il a fallu écouter « les belles histoires » sexuelles de la personne, ses projets professionnels improbables passés et futurs, les anecdotes insolites et les références à des personnes prestigieuses ⁵. Au moment de la rencontre, Georges venait d'essayer un « échec amoureux » et, pourtant, il ne cessait de parler de conquêtes féminines. Par un autre informateur, qui a vécu un temps à la rue dans un des groupes d'interconnaissance de Georges, j'ai su, à cette époque, que la réalité était toute autre : « Jojo s'est fait complètement plumer par une nana qu'il a rencontré dans son CES à la mairie. Je lui ai dit, mais

1. Nicole Queloz, « L'approche biographique en sociologie. Essai d'illustration et de synthèse », dans « Histoires de vie. Approche pluridisciplinaire », *Recherches et travaux*, 7, Paris, Éditions de l'Institut d'ethnologie/Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1987, p. 47-65 ; Franco Ferraroti, *Histoire et histoires de vie : la méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Librairie des Méridiens, 1983.

2. Georg Simmel, *Les pauvres*, Paris, PUF, 1998 (1^{re} éd. all. : 1907) ; Serge Paugam, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005.

3. Jean-François Laé, Numa Murard, *Les récits du malheur*, Paris, Seuil, 1985.

4. Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Seuil/Gallimard, 1989.

5. Patrick Bruneteaux, *La rue, rêves et réalités*, Paris, Le Temps des Cerises, 2004.

il n'écoutait pas, il lui payait presque tout son loyer de studio. Il n'écoutait personne. Il était fou amoureux de cette nana. Je lui ai demandé si au moins il l'avait sauté ! Même pas ». La misère sexuelle génère un sentiment d'exclusion supplémentaire, alimentant un discours d'onirisme social¹ qui vient asseoir une compétence imaginaire sur une identité mise à mal. L'enjeu, dès le départ, était de prendre le temps d'écouter la personne pour envisager, par la suite, la possibilité de s'engager sur un discours plus « mesuré ». La mise en doute des qualités revendiquées aurait signifié la négation de l'image de soi d'une personne déjà au bord du suicide.

Au même moment, l'enquêté s'en est pris pendant des mois à l'association caritative qui non seulement n'était pas parvenue à lui trouver un travail et un logement, mais, aussi, n'avait pas voulu l'écouter formuler son projet innovant d'accueil en posture des SDF devenus « alcooliques abstinents ».

À cette distorsion intentionnelle du réel liée au travail de réhabilitation de l'estime de soi s'ajoute une distorsion subie liée à l'histoire de la prise en charge par les institutions sociales. Pour entreprendre un travail biographique avec Georges, il a fallu en quelque sorte lutter contre l'État. Suite à la fréquentation de centres de soins et de lieux investis par les travailleurs sociaux, cette personne a fait sienne l'idéologie de la « maladie alcoolique ». On peut apprécier l'efficacité symbolique du travail de redéfinition identitaire mené par les instances sanitaires et sociales en constatant que ce sans-logis prétend mieux accomplir le travail social que les professionnels du travail social eux-mêmes. Reprenant leurs mots clés, Georges a toujours prétendu savoir s'y prendre pour expliquer l'alcoolisme des pauvres en fonction de « leurs carences affectives » et aussi pour impulser « une dynamique d'insertion » afin de « redonner confiance à la personne ».

C'est cette posture d'informateur, galvanisée par ses frustrations vis-à-vis des associations caritatives, qui a rapidement convaincu Georges d'accepter mon offre de travail. Je lui ai proposé d'écrire un livre sur sa vie. Cette proposition fut perçue très positivement par lui dans la mesure où elle lui offrait une tribune pour exalter son « expertise » en « alcoologie ». Armé d'un discours très structuré sur les diverses formes de « maladie alcoolique », il a commencé le récit de sa vie à partir de cette grille de déchiffrement. Il a pu se référer à son vécu comme s'il s'agissait d'une preuve de sa compétence. Être sorti de l'alcool était devenu la marque d'un savoir-faire légitimant à parler aux SDF alcooliques. Il pouvait aussi s'appuyer sur un « diplôme universitaire en alcoologie »² obtenu à Tours alors qu'il sortait d'une cure de désintoxication et qu'il était alors chaperonné par B., un médecin alcoologue réputé. Georges a toujours fait prévaloir ce registre de l'expertise sur tout autre répertoire symbolique. Pendant tout le temps de travail, il a fallu batailler pour sortir de l'étiologie médicale et entrer dans le discours social. Le discours cégétiste et communiste a servi de passerelle pour jeter un regard « sociologique » sur les ruptures et les adaptations. Il dit avoir fini « lauréat du certificat d'étude » en Lozère « avec deux années d'avance » et ses études se seraient alors conclues par l'obtention d'une « sorte de

1. Norbert Elias, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 (1^{re} éd. : 1965), p. 74-79.

2. Ce document d'une quinzaine de pages reprend les grandes étapes de sa vie personnelle. Il ne possède aucun des critères d'un travail universitaire. Il s'agit sans doute d'un manuscrit remis en main propre au médecin alcoologue enseignant à la faculté de médecine de Tours, à qui j'ai téléphoné une fois en compagnie de Georges pour m'assurer de son existence. Mais je me suis toujours refusé à vérifier l'authenticité académique de ce mémoire, constatant à l'évidence qu'il s'agit d'un récit écrit destiné à renforcer le travail de cure et la relation de confiance entre le médecin et son patient.

BAC technique » au lycée de Sète. Membre des Jeunesses communistes en Lozère, il devient un jeune ouvrier qualifié chez Citroën à Paris, à la fois militant cégétiste et militant communiste pendant mai 1968. C'est durant cette période qu'il va développer des liens dans la rue, non pas seulement avec des militants, mais aussi avec des clochards qui, sur le quai du canal Saint-Martin, lui rappellent sa Lozère perdue et la pêche qu'il affectionne. Il refuse de retourner à l'atelier. Suite à cet événement capital dans sa trajectoire professionnelle, il va alterner petits boulots, « biffe » (récupération et vente d'objets) et CDD en intérim. Il travaille essentiellement sur des missions courtes de quelques semaines. Dans l'ensemble de sa vie professionnelle, il a travaillé dans plus de 30 entreprises. La seule période de salariat stable fut entre 1986 et 1995, où il gravit les échelons et devint agent de maîtrise chez SKF, la multinationale suédoise de roulements à bille. Il devient alors délégué du personnel et secrétaire CHSCT, capital spécifique qui lui permet de parler en public avec facilité, de bien s'exprimer et de maintenir ses positions contre vents et marées. Georges est capable de dénoncer une injustice dans le bureau de la direction d'une association caritative, ce qui lui a valu d'être renvoyé du seul CHRS qu'il a fréquenté pendant les six années de l'enquête. En 2003, il s'en est pris à la mesure du nouveau directeur qui avait limité à six mois la durée de l'hébergement dans un CHRS de l'Armée du salut. Demandant un logement en lieu et place d'un hébergement provisoire, il a été déplacé dans un plus mauvais CHRS, qu'il a refusé. Il s'est à nouveau retrouvé dans la rue. En septembre 2005, il participe à une occupation du CHU Duranton qui, après trois mois de lutte, lui permet de bénéficier d'une place en hôtel entièrement payée par la DASS. Ainsi ouvert au monde de la critique, il a pu reconnaître les questionnements sociologiques. Malgré l'enchevêtrement des registres étiologiques (médical et communiste) et des façades de protection (onirisme, plaintes répétées), la greffe a pu opérer entre la demande scientifique et ses attentes identitaires en partie « sociales ». L'interviewé a commencé à entrer dans un récit plus plausible, avec des dates précises, inversant la proportion des jugements de fait et des jugements de valeur. Au seul registre de la plainte ou de « la dérive égotiste »¹ ont succédé progressivement des descriptions qui s'effectuaient en s'accrochant à des « thèmes », alors que le même « fait » était auparavant à peine ébauché ou était noyé dans un discours multiple et fragmenté lié aux précédentes prises en charge (cure médicale, interrogatoires devant le juge, suivis sociaux).

CRÉER UNE RELATION DURABLE : DE L'INFORMATEUR MIS EN CONFIANCE À LA POSTURE DE COPRODUCTION SCIENTIFIQUE

La démarche ethnobiographique, au-delà des dimensions techniques du couplage des sources (récit de vie et terrain), a été indissociable d'une méthode adaptée au monde de la rue². Celle-ci pose le principe d'une commune humanité qui désigne tout un ensemble de postures dialogiques où le sujet « objectivé » devient un sujet actif, dans la mesure où le chercheur crée des cadres souples d'échanges permettant à l'autre de poser aussi ses cadres. Laisser parler un sans-logis, cela revient à tenter de gérer deux risques : ne pas oser parler et en dire trop.

1. Nicole Queloz, « L'approche biographique... », cité, p. 60.

2. Patrick Bruneteaux, Corinne Lanzarini, *Nouvelles figures du sous-prolétariat*, Paris, L'Harmattan, 1999, chap. 7.

La première situation renvoie aux acquis de la science sociale dans les milieux sous-prolétaires : démunis de capital culturel, les interviewés ont tendance à fuir les cadres formels. Ils acceptent de converser dans différentes situations, sur leur lieu de vie/territoire, avec leurs copains. Quand on leur propose un entretien dans un lieu institutionnel ou même dans un cadre plus neutre (parc, café, domicile négocié), ils vont opposer mille prétextes. Les entretiens en commune humanité permettent de laisser la personne se dire à son rythme. Mais le second écueil fait alors surface. En ne suivant que son discours, la personne va tenter de se montrer sous son meilleur jour. Il est logique de constater cette propension à idéaliser une vie que la personne ne peut décliner comme une succession d'échecs. L'onirisme social dresse une barrière protectrice entre le SDF et l'extérieur. Les faits sont grossis ou inventés.

L'observation ethnographique prend alors toute sa valeur. Le suivi de la personne pendant six années suffit pour voir tomber les masques : les belles rencontres sont toujours fugaces ou ne débouchent sur aucun changement de situation concret. Les beaux projets sont réévalués à la baisse. Même s'il n'y a pas une vérité absolue du discours puisque la personne invente et réinvente sans cesse son identité dans le déroulement du récit ¹, il y a un monde entre cette re-création de soi dans une quête personnelle de vérité et « la manipulation » du scientifique. Un juste milieu peut être trouvé en plaçant la personne en position d'informateur. Elle parle librement des autres, ce qui la valorise finalement à parler d'elle-même. Uniquement « expert alcoolique » au début de la rencontre, Georges s'est ouvert progressivement à l'expertise des formes de survie, légitimant le rôle de l'ancien qui connaît vraiment la rue.

Cette position d'expertise a créé une égalité relative dans le travail à entreprendre, la commune humanité revenant à endosser ce que John M. Johnson nomme la « posture d'humilité » ² destinée à atténuer autant que faire se peut la barrière hiérarchique entre le savant et le populaire. Dans le même esprit, nous avons effectué en commun des entretiens auprès d'acteurs sociaux travaillant dans les CHU, ce qui a inscrit une continuité avec le travail de terrain dans le cadre duquel nous avons sillonné les espaces de survie fréquentés, et rencontré ensemble ses « copains d'infortune ». Ceci l'a aussi amené à découvrir les registres de justification des responsables de lieux institutionnels pour « pauvres ». Chaque fin d'entretien a donné lieu à une sorte de débriefing informel dans un café, où l'on analysait ensemble les arguments des uns et des autres. Je l'ai aussi sollicité pour lire les retranscriptions et, de ce fait, il a été baigné dans une micro-sociologie de sa propre trajectoire. Ce travail l'a incité à me proposer des thèmes non encore abordés dans le récit de vie, comme certains aspects honteux de son histoire familiale (parents alcooliques et violents), son image corporelle dans les phases de clochardisation, les tactiques détaillées de débrouillardise pour les besoins naturels. En agrégeant ces divers rôles, la relation initiale s'est peu à peu transformée en projet de travail par la suite pleinement assumé. Du coup, Georges est entré progressivement dans l'entretien formel sans être « ennuyé » par des temps de travail parfois longs (4 à 5 heures de récits certains après-midi dans une salle du laboratoire). Plus qu'une ouverture au chercheur, il faudrait parler d'une coproduction de la vérité biographique.

Sur ce partage d'informations se sont greffées des « prises de risques » communes : pour marquer mon soutien et mon « camp » face à des associations avec lesquelles de lourds conflits se sont produits ; pour assumer aussi des engagements

1. Michael Pollack, *Une identité blessée*, Paris, Métailié, 1993.

2. John M. Johnson, *Doing Field Research*, New York, The Free Press, 1975.

plus conséquents de Georges : nous avons ainsi vécu l'occupation d'un CHU, mobilisation qui débouche aujourd'hui sur la création d'un collectif de SDF présenté lors de la journée mondiale de lutte contre la misère à la Mairie de Paris, le 17 octobre 2006.

Les alliances cognitives et les engagements communs ont « naturalisé » une relation qui explique, par la suite, l'intérêt qu'il a manifesté à me présenter une de ses sœurs et sa fille (à la fin de l'enquête). Je suis devenu tour à tour une sorte de copain de la rue, sans les risques d'être incité à boire, un travailleur social mais sans pouvoir d'injonction, un confident non assermenté, un ami qui donne de l'argent mais sans en voler dans son dos. C'est en construisant cette place de chercheur de proximité que j'ai pu arpenter les rues de Paris et me rendre avec lui dans des CHU où il m'a présenté à certains « copains de galère », sans que Georges ne soit jamais inquiété par une possible trahison ou ne ressente de la honte à l'idée de me présenter à des personnes « cassées » qu'il connaît bien. La confiance instaurée a, dans ces conditions de proximité relationnelle, rendu possible la construction d'un nouveau récit de vie qui a lentement émergé en surplomb des autres représentations de lui-même.

LES DISPOSITIFS DE L'URGENCE : LE PARADOXE DE PRESTATIONS INABORDABLES

L'URGENCE : UN ACCÈS DIFFICILE AU DISPOSITIF

Le suivi d'un sans-logis sur une longue durée a permis de recueillir un récit de sa vie quotidienne entre 2000 et 2006 recoupé par une observation des associations caritatives ou des structures publiques chargées de mettre en application les politiques d'urgence. On peut identifier deux grandes politiques assistantielles en faveur des SDF. La première apparaît avec le grand renfermement dévoilé par M. Foucault. Elle se poursuit sous la Troisième République avec la construction de lieux d'hébergements carcéraux symbolisés par le complexe de Nanterre et la politique de relégation au bagne des vagabonds récidivistes inauguré par la loi de 1885. La seconde politique d'assistance est impulsée dans les années 1980 dans le prolongement de la crise du capitalisme et de l'apparition du chômage massif, d'où émergera le groupe des « nouveaux pauvres ». Dès lors, il s'agit de supprimer les aspects les plus manifestement répressifs dans le traitement de ces exclus. La disparition du délit de mendicité en 1994 ¹ et du droit de prise forcée sur les vagabonds de la part des Brigades d'aide aux personnes sans abri (BAPSA) de la Préfecture de police est concomitante à l'apparition du Samu social, créé à la même époque par Xavier Emmanuelli. Soutenu par Jacques Chirac, celui-ci devient sous-secrétaire d'État à l'action humanitaire en 1995. Une nouvelle technologie institutionnelle de la prise en charge apparaît, fondée sur la « mise en flux » des personnes circulant jour après jour dans une myriade de CHU connectés au dispositif téléphonique du 115 géré par le Samu social. Les gouvernements successifs défendent une conception humanitaire qui se situe dans le prolongement de la conception étatique de la « mise à l'abri », tout en

1. Julien Damon, *Des hommes en trop. Essai sur le vagabondage*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1995, p. 10.

augmentant massivement les capacités d'accueil à partir des années 1990. Le responsable chargé du secteur de l'urgence à la DASS l'analyse ainsi :

« Il y a une certaine frustration des responsables de CHU qui disent : "On ne fait rien, finalement on les accueille, on les remet à la rue, c'est de l'argent foutu en l'air. C'est de la perte d'énergie. Il nous faut des travailleurs sociaux, et il faut les accrocher autrement. Il y a les mêmes critiques sur la politique du thermomètre. Vous achetez la bonne conscience collective. Vous êtes le bras armé du gouvernement qui fait de l'affichage." C'est ça la doctrine de l'urgence pour nous, une logique minimaliste essentielle quoique critiquée. Un préfet demandera toujours de mettre à l'abri des gens. Il y aura toujours des besoins de CHU immédiats, en plein hiver, quels que soient le coût, l'énergie et la frustration des associations qui font cela. Nous, nous considérons qu'il faut cela. »¹

Le modèle « Emmanuelli » prolonge les attentes d'ATD-quart-monde ou d'Emmaüs, et se définit comme une tentative de gérer les sans-logis de telle sorte que s'affirme plutôt un nouvel ordre sanitaire et social destiné à freiner leur mortalité trop médiatique en hiver. La répression de la mendicité et du vagabondage laisse la place à la prise en charge « persuasive » de personnes potentiellement mourantes. Celle-ci s'effectue à travers les maraudes qu'orchestrent de multiples associations sur Paris, qui se partagent les quartiers. De nombreux dispositifs sont mis en place dans le cadre de la loi contre les exclusions de 1998, dont l'un sera étudié ici : les centres d'hébergement d'urgence (CHU). Une des illusions des chercheurs réside dans le constat qu'il existerait des prestations standardisées offrant des « besoins élémentaires »² dans les CHU. Ces analyses oublient d'aborder deux dimensions majeures de ces CHU.

En premier lieu, l'accès au monde assistantiel est loin d'être aussi facile que certains chercheurs veulent bien le dire³. Recourir au CHU, c'est entrer dans le circuit incontournable du Samu social et du 115. Le principe de l'hébergement à la nuitée, en cours encore dans les vieux CHU, comme le CHAPSA de Nanterre ou la Mie de Pain, a été défendu par Xavier Emmanuelli dans les premiers temps d'instauration du Samu social. D'ailleurs, dans le CHU du Samu social de Montrouge, c'est encore la règle. En revanche, les associations intervenues plus récemment dans le secteur de l'urgence, comme Emmaüs ou le Secours catholique, se sont fermement opposées à cette remise à la rue incessante et ont lutté pour imposer trois jours d'hébergement continu, puis une semaine. En pratique, la semaine est reconduite une fois, sauf accrochage avec la personne. Cela signifie que la personne va voyager d'un centre à un autre des dizaines de fois dans l'année⁴. Une grande partie de son temps va être dépensée dans la recherche de nouveaux lieux précaires d'hébergement *via* le Samu social. Cette course incessante pour obtenir le standard du 115 et, à peine installé dans un CHU, le souci quotidien pour retrouver incessamment un autre logis, donnent à voir l'angoisse créée par ce mécanisme institutionnel vis-à-vis d'individus déjà marqués par le manque de sommeil et l'épuisement⁵.

1. Entretien mené en janvier 2006.

2. Michael Rowe, *Crossing the Border*, *op. cit.*, p. 35. Pascale Pichon, « Un point sur les premiers travaux sociologiques français à propos des sans domicile fixe », art. cité, p. 103.

3. Julien Damon, *La question SDF*, *op. cit.* ; Serge Paugam, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, *op. cit.*, p. 213-217, sur l'illusion de l'efficacité du « ciblage » et de « la multiplicité de mesures particulières ».

4. Paul Mac Donough, *Without Key. My 15 Weeks With the Street People*, Hopkins, Terra Sancta Press, 1996, p. 223.

5. Cet article paraît au moment où les « hébergements de stabilisation » se généralisent, dans la foulée de la lutte menée par les militants du collectif Les enfants de Don Quichotte, visant avec succès à supprimer ces atteintes à la santé des personnes instituées par le Samu social.

LE SAMU SOCIAL ET LE 115 : UNE MISSION D'ACCUEIL NON SATISFAITE
SUR FOND DE CONTRÔLE SOCIAL

Georges et moi avons tenté en avril 2003 d'entrer en contact avec le Samu social afin de dormir dans un CHU. Dans le quartier des Halles, de 19 heures à 3 heures du matin, nous avons appelé le 115 de façon répétée, sans succès. Pendant les premières heures, nous n'avons droit qu'au premier niveau de message des répondeurs : celui qui indique de « rappeler ultérieurement ». Quand, par chance, un second message précise qu'un opérateur va répondre, l'attente se prolonge encore 10 minutes pour aboutir à une ligne occupée. Il faut à nouveau recommencer. À 23 heures 30, Georges propose une autre stratégie. Nous nous rendons à Nanterre-Université afin d'être pris en charge par le 115 et le Samu social du 92. Par cette filière, nous espérons être conduits au CHAPSA de Nanterre sur le volant de lits mis à la disposition du Samu social de ce département. Les deux femmes du guichet de la gare nous aident à composer le 115 à notre demande ; Georges parvient au bout d'un quart d'heure à entrer en contact avec un « opérateur ». Ce dernier lui demande sa date de naissance, son lieu de naissance, ses nom et prénom. Il lui demande aussi où nous nous trouvons pour ajouter : « Les 10 lits disponibles attribués au Samu social 92 sont pris. Vous devez retourner à Châtelet pour recomposer le 115 et tomber sur le Samu social de Paris ». Georges se montre dépité. Il est minuit 15 quand nous repartons vers Paris. Aux Halles, nous essayons encore, tous les deux, le 115 à partir des postes qui s'alignent sur un mur dans le hall de correspondance. À nouveau, le répondeur se fige sur la phrase laconique du « niveau 1 ». Nous décidons alors de nous rendre à la gare de Lyon où se trouve un lieu d'hébergement ouvert toute la nuit. À proximité, nous trouvons une cabine. Il est une heure passée. Georges me laisse composer le même numéro. Au bout de plusieurs tentatives, le répondeur de niveau 2 est actionné. Enfin, après un bon quart d'heure de répétition du petit message « Ne raccrochez pas, un agent de téléphonie sociale va répondre à votre appel », un homme plutôt sympathique répond courtoisement. Je prends immédiatement le ton du désespoir : « Je n'en peux plus. Ça fait des heures que j'appelle, je veux dormir quelque part » ; « Oui bonjour monsieur, quel est votre nom et votre prénom ? » Je réponds en donnant un nom d'emprunt. Il ajoute : « Je ne vous trouve pas sur nos fichiers (j'avais pourtant déjà utilisé ce nom). C'est la première fois que vous appelez ? » Je confirme et il répond : « Pourquoi vous vous trouvez dans la situation d'être à la rue ? » Je tente de garder le même ton : « Je ne suis pas là pour commencer un entretien. Je veux dormir. Je viens d'une autre ville mais je ne veux pas vous dire laquelle. J'aurais des problèmes. » L'opérateur tente de légitimer son interrogatoire : « Je sais que vous êtes en difficulté mais nous avons besoin de ces informations pour vous aider. Si vous nous les donnez, c'est un plus, vous êtes dans le système. Si vous allez à Mazas (bureau d'aide sociale pour SDF) voir une assistante sociale pour une domiciliation, elle vous aidera en plus à trouver une solution pour la prochaine nuit. Mais nous, on ne peut rien pour vous pendant 15 jours. Vous restez pris en charge dans la ville d'où vous venez. [...] Il vous faut maintenant une domiciliation et tenter d'obtenir le RMI » ; « Oui mais ce soir je veux dormir quelque part. On m'a parlé du relais social de la RATP » ; « Oui il s'agit de la Halte de la gare de Lyon. Place Jean Freynet. Dites leur que vous avez appelé le Samu social. Car pour ce soir, je ne peux rien faire pour vous. Il n'y a plus de place. Et si pour demain, l'AS de Mazas n'avait pas pu vous trouver un hébergement, alors rappelez-nous, on essayera de faire quelque chose. » À 3 heures, nous composons à nouveau le 115 pour noter fidèlement les paroles des trois niveaux du répondeur à la voix féminine. À notre grand étonne-

ment, un nouveau message est diffusé : « Vous avez composé le numéro d'appel des sans-abri... » Quelques secondes plus tard, un agent décroche. En moins de 10 secondes, la communication est établie. Je demande, pris de court, s'il reste cette fois de la place : « Non monsieur ».

Si la longue fréquentation de certaines associations sur le terrain permet de recueillir en coulisse le même constat « d'embolisation » ou de « saturation du dispositif », les responsables de l'État et du Samu social affirment en revanche que le système fonctionne vaillamment et qu'il s'améliore même depuis la mise en place en janvier 2006 d'un plateau téléphonique plus étoffé. C'est sur la base de cette efficacité proclamée que le modèle s'exporte en province et même à l'étranger¹. Pire, le dysfonctionnement est stratégique en ce sens qu'il rend secondaire l'aide immédiate, tandis qu'il met au premier plan la fonction de « veille sociale », légitimant un prélèvement de savoir sur le public de la rue qui n'est pas approprié au contexte où la personne appelle. Aujourd'hui, les dirigeants d'association dénoncent publiquement l'absurdité du fonctionnement du 115 sur Paris :

« Il y a un débat sur le 115, sur le fait que ça ne marche pas. Il y a un débat sur la téléphonie, qui reste aujourd'hui. C'est engorgé. En plus, on ne peut pas faire du suivi social par téléphone, des statistiques par téléphone, un observatoire par téléphone ! Ils sont rentrés dans des missions... Mais la personne qu'ils ont au téléphone, ils l'ont pendant une demi-heure alors pendant ce temps-là... En plus, vous mettez trois heures pour les avoir. Et une fois que vous les avez, soit ils vous disent : "Ben non il n'y a plus de places", soit ils vous disent : "Vous vous appelez comment ? Depuis combien de temps ? Na na na..." Ils vous posent toute une série de questions. »²

La démarche de terrain a permis de constater qu'un contrôle social s'exerce à travers les « questionnements » des opérateurs du 115 : la sélection par le français, la mise à l'épreuve des primo-arrivants pendant une quinzaine de jours, la vérification régulière de la bonne volonté d'insertion, les refus de placement consécutifs à une trop longue prise en charge, procèdent d'une démarche de plus en plus systématique de contrôle social. Les politiques d'urgence, incarnées par le Samu social et la médiatisation des cars se rendant efficacement au chevet du SDF allongé sur le trottoir, masquent la réalité d'une prise en charge qui s'est fortement bureaucratisée. La loi de 1998 prévoit un dispositif de « veille sociale » destiné à évaluer régulièrement le nombre de sans-logis dans chaque département. En pratique, les dirigeants du Samu social, sous la houlette de son fondateur, ont cherché à glaner ces renseignements à travers le fonctionnement même du 115, obligeant des personnes épuisées à supporter un questionnement régulier sur leur situation avant de pouvoir espérer bénéficier d'une orientation hypothétique vers un CHU.

En second lieu, le travail ethnobiographique a permis de mesurer combien l'accueil dans les CHU est précaire et, parfois, renforce l'exclusion des personnes. Depuis l'instauration des premiers plans pauvreté-précarité inaugurés en 1984, lesquels ont marqué le début de la prise en charge hivernale des SDF, les dispositifs d'urgence mis en place (augmentation du nombre de lits en CHU, création d'accueils de jour, 115 et veille sociale) n'ont pas été suivis d'une refonte des modes de fonctionnement des CHU dans leur globalité. Les méthodes carcérales ont été remises, mais

1. Serge Rullac, *L'urgence de la misère, SDF et Samu social*, Paris, Les Quatre Chemins, 2004.
2. Entretien avec le directeur de l'association Emmaüs, mai 2003.

la précarité de l'accueil demeure, dans la logique d'un champ qui se situe en amont du champ de l'insertion. Ce sont des lieux où les droits existent peu, tandis que les mesures réglementaires s'exercent le plus souvent sous la forme d'interdits et de pouvoirs d'exclusion à l'encontre de toute personne jugée indésirable. Pendant presque une dizaine d'années, la présence régulière dans une association caritative a permis d'accéder aux registres tenus par les gardiens de nuit. Sur la base des entrées officielles enregistrées, il a été possible d'évaluer à environ 10 % la part des sans-logis renvoyés des CHU, soit à l'entrée (sélection des alcoolisés et des agressifs), soit pendant l'hébergement (agressivité, refus de se coucher, demandes de suppléments alimentaires, demande de sortie du CHU). Ce sont ensuite des lieux peu sécurisés pour les personnes recluses qui souffrent de la prédation interne systématique. Ce sont enfin des institutions où règnent le manque et la vétusté : il s'agit de péniches, de bâtiments administratifs désaffectés, de caves de HLM ou un entrepôt frigorifique. Comme dans les foyers de l'ASE ou les Sonacotra, il y existe une définition de la norme de vie inférieure au standard en cours dans la vie ordinaire extérieure.

L'État délègue à des associations mal financées, en dehors de tout souci d'évaluation, la charge d'un hébergement d'urgence pour des « inutiles au monde » remis en quelque sorte entre les mains de gens qui, reconnaît le responsable de la DASS en charge des CHU, « ne sont pas assez professionnalisés »¹. Mais, selon lui, les errements sont « très minoritaires et le fait de quelques individus isolés ». Les déviations dénoncées par les responsables institutionnels sont en fait inscrites au cœur même de dispositifs qui gèrent la précarité à l'égard de gens pauvres ne pouvant pas contester les conditions qui leurs sont faites. L'enjeu premier de la démarche ethnobiographique est de donner à voir une réalité souvent « insoupçonnable » lorsqu'il s'agit de « l'accueil » effectué par des associations caritatives ou humanitaires. Les entretiens menés avec les salariés, en particulier ceux qui furent réalisés avec les dirigeants, ont révélé l'ignorance des conditions réelles de fonctionnement des lieux humanitaires, dont ils n'assurent pas le suivi au quotidien. Par souci de protéger leur institution, mais aussi par la séparation du siège social et des CHU, et plus encore du fait de leur non-présence nocturne dans les centres, ils ne peuvent fournir de description précise sur le vécu des SDF dans leurs structures dites d'accueil. De leur côté, les gardiens rencontrés ont rarement pointé des défaillances, ayant à cœur de montrer le fonctionnement normalisé d'un dispositif qui ne peut ainsi engager leur responsabilité.

L'HÉBERGEMENT D'URGENCE EN PRATIQUE : LA PRÉCARITÉ DANS UN PROCESSUS LENT D'HUMANISATION

Le récit des SDF, en dépit des risques de déformation, a l'avantage de situer l'analyse de la réception de l'offre du point de vue de ceux qui la vivent. Afin d'objectiver le mode de fonctionnement interne des institutions d'assistance, il a fallu néanmoins sortir de la relation à deux (récit de vie enregistré en face à face) et s'engager dans une démarche ethnographique commune permettant de valider un récit lui-même affecté par le soupçon. Le récit de Georges a toujours été dramatisé, oscillant entre le misérabilisme dès qu'il s'agissait d'aborder la relation aux institutions, et le populisme dès

1. Entretien mené en janvier 2006.

qu'il était question de la relation aux pairs. L'onirisme social peut conduire l'informateur à amplifier et aggraver les conditions d'accueil, favorisant une sorte d'héroïsme négatif en faveur de celui qui survit dans la « jungle ». Les descriptions du CHU de Nanterre, quoique corroborées par d'autres récits¹, ont toujours été proches des stéréotypes attendus² et Georges n'a pas manqué de diaboliser cet établissement, comme d'autres, entièrement dessiné sous les traits d'un univers carcéral purement répressif. Inversement, la dérive exotique s'est manifestée à travers le souci populiste de protéger sa propre culture de rue. Quand il évoquait sa vie auprès de ses divers groupes de pairs, Georges la présentait presque toujours sous un jour favorable, insistant sur les aventures (rencontre avec un transsexuel, un danseur mondain au Balajo, un polytechnicien, un tueur) et les trouvailles (vol de matériaux sur les chantiers, cuisson des aliments avec des procédés insolites), les résistances contre l'arbitraire de ce qu'il nomme les « gardes-chiourmes » (avec les récits des caches pour ne pas se faire attraper par les « Bleus ») ou les contournements. Par exemple, une de ses anecdotes préférées relate le temps où, dans le CHU Nicolas Flamel, il parvenait à s'échapper la nuit pour aller chercher du vin et rentrait avec la complicité d'un coéquipier en passant par une fenêtre.

Utiliser les services d'un informateur, dans la tradition ethnographique, c'est pouvoir compter sur une personne bien intégrée dans son milieu et qui, ce faisant, ouvre deux portes principales.

D'une part, du fait de sa connaissance intime du milieu, Georges a facilité l'accès à d'autres SDF et aussi à des univers fermés du monde assistantiel. Ainsi, si l'immersion nécessaire sur les lieux de vie, en compagnie du sans-logis lui-même, a permis de ressusciter les expériences passées et présentes (récits de vie enregistrés sur les lieux de vie), de découvrir aussi des sites difficilement imaginables³, la démarche ethnographique a aussi consisté en une coproduction du terrain. Le réseau personnel du vieux routier des CHU a donné l'occasion d'être intronisé dans des lieux autrement inaccessibles. Grâce aux interconnaissances nouées au fil du temps, Georges a pu obtenir de certains salariés de grandes associations caritatives, fréquentées au titre d'usager, un accès libre de nuit. J'ai ainsi pu découvrir les passe-droits dont bénéficient certains sans-logis manœuvriers : Georges a pu se rendre directement dans tel ou tel CHU sans passer par le Samu social. En observant un CHU la nuit, j'ai pu vérifier combien le sommeil, « besoin élémentaire » s'il en est, ne peut être garanti dans ces établissements concentrant la misère humaine :

« En entrant le dernier vers 23 heures, je constate que les occupants dorment tous. Je m'installe sur la couchette, à l'étage. Il n'y a presque aucune place pour circuler. De chaque côté du couloir central se disposent les lits couchettes qui remplissent toute la surface de la chambrée. Nous sommes 20 dans une pièce qui ne dépasse pas 20 mètres carrés. Et pourtant, le bruit est constant, notamment à cause des corps nus de deux dormeurs qui se retournent sur les lits recouverts de draps housse plastifiés. Les toux se succèdent en cascades, cessent et reprennent. L'un des SDF a du mal à respirer. À certains moments, on a l'impression qu'il va étouffer. Il semble se réveiller, racle sa gorge, tousse de plus belle et reprend son

1. Dont celles de Patrick Declerck, *Les naufragés*, Paris, Plon, 2001.

2. Serge Rullac, *Et si les SDF n'étaient pas des exclus. Essai ethnologique pour une définition positive*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 75.

3. Un jour, nous avons parcouru les niches de besoins naturels dans le 13^e arrondissement. Elles attestent du fait que les personnes, même prises en charge dans un CHU, sont cependant dans la rue du matin jusqu'au soir.

sommeil pesant. Une personne cauchemarde en faisant alterner paroles inaudibles et petits gémisséments plaintifs à la limite du pleur. Deux hébergés se lèveront pendant la nuit et feront couiner les ressorts du lit. Il faut boire beaucoup d'eau pour tenir toute la nuit le sevrage forcé. Alors, le besoin d'uriner alterne avec la nécessité de boire. Dans l'obscurité, les deux alcooliques s'appuient sur les rebords des autres lits du dortoir. Quand ils ouvrent la porte qui grince, la lumière du couloir entre. L'un d'eux fait claquer la porte. Les dormeurs sont gênés et bougent, se retournent. Les plastiques frottent à nouveau sur les corps. À leur retour, les mêmes gênes se manifestent à nouveau. Tous ces bruits s'ajoutent aux ronflements persistants. Malgré ces perturbations, les résidents semblent dormir. Il est difficile de savoir s'ils gardent les yeux fermés parce qu'ils dorment ou bien parce qu'ils sont dans un état de semi-endormissement. »¹

Georges n'endosse donc pas seulement un rôle d'informateur. Il garantit aussi l'accès à des structures fermées, autorisant une observation qui, sans sa présence, aurait été compromise, sauf à endosser un rôle de gardien ou de bénévole. Grâce à ce cumul des compétences, il a été possible d'investir des espaces dont les porte-parole associatifs ne décrivent jamais le menu interne. Il devenait possible de mesurer très concrètement les effets de perturbations engendrées par les grandes chambrées (et les matériaux utilisés pour dormir), les interdits réglementaires (l'interdit d'alcool pousse à boire de l'eau en grande quantité et donc à se lever pour uriner) et le rassemblement de personnes aux corps abîmés (odeurs, ronflements, retournement, pleurs, cauchemars...). L'ethnobiographie permet de tester directement les discours sur les prestations dites « humanitaires ». Du coup, il est possible de comprendre pourquoi certains SDF refusent de se rendre dans des lieux de ce genre. Au moins, la rue autorise les personnes à demeurer avec leurs amis (sécurité et lien social), leur chien, à se coucher quand elles le souhaitent et à maintenir leurs pratiques addictives, sans risque sanitaire immédiat.

D'autre part, par son ancienneté, Georges a livré un récit évolutif des modes de prise en charge des sans-logis depuis 1968. Celui-ci a permis d'accéder à une histoire sociale du champ assistantiel et d'effectuer une comparaison entre plusieurs périodes institutionnelles majeures. Depuis le début du siècle jusqu'au début des années 1990, le CHAPSA de Nanterre, vieux CHU créé sous la Troisième République, est marqué par son dénuement et la violence de ses agents. Georges a été souvent pris de force par les policiers de la Brigade d'aide aux personnes sans abri, insulté, malmené s'il protestait dans le car des « Bleus ». Il a subi les douches forcées, le vol de son argent à Nanterre. C'est notamment le cas dans les années 1970, et il en a fait l'expérience :

« On dormait dans un hamac, avec une couverture pleine de poux. On n'avait pas de douche, sauf à Nanterre et le matin à Flamel ou la Mie de pain, c'était un bol de soupe et un morceau de pain. Au niveau social, il n'y avait rien. Par contre, à Nanterre, ils téléphonaient « au fichier » pour savoir si tu n'avais pas une condamnation qui traînait. Je le sais parce que moi j'étais recherché et je me suis retrouvé au commissariat du 20^e. En plus à l'époque, tu pouvais être condamné pour vagabondage et te retrouver en prison. J'y ai eu droit cinq ou six fois entre 1968 et 1976. Quand j'étais pris par les Bleus, si t'avais le malheur de gueuler, ils frappaient avec des gants. Quand on arrivait à Nanterre, on sortait du Bus... tout le monde à poil. On allait prendre la douche. Ils nous donnaient une chemise blanche, un costume marron, en toile, et une paire de sabots, avec un bout de

1. Nuit passée dans un Centre d'hébergement d'urgence d'une association caritative, Paris, journal de terrain du 19 novembre 2003.

ficelle pour le pantalon. Tout le monde était mélangé sous la douche, hommes, femmes. Le réfectoire, c'était des tables où ils nous servaient la soupe, et un plat, souvent du poisson. Les dortoirs pouaient. Il y avait les gars qui venaient te faire les poches. La nuit, les mecs se baladaient pour piquer les cigarettes. »

Tu ne dormais pas en fait...

« Non tu ne dors pas. Ce n'est pas possible. Tu en as toujours un qui se lève pour aller pisser, un autre pour aller boire un coup de flotte parce qu'il est en manque d'alcool, donc il est toujours déshydraté. Il y en a un qui ronfle, un autre qui remue. Si le lendemain tu retrouvais ton argent, la première chose que tu faisais, c'était d'aller picoler. Le matin, tu repartais à pied sur Paris. »

Le récit de vie de Georges apporte une densité, des précisions, une historicité qui échappent aux travailleurs sociaux postés dans les centres : on apprend que le CHU n'est pas seulement dangereux à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur :

« Dans les années 1970, il y avait toute une faune qui gravitait autour des CHU. Les Manouches se trouvaient devant Nicolas Flamel et ils proposaient du travail. Ils m'avaient laissé miroiter que j'allais être logé, nourri, que j'allais gagner des mille et des cent à la journée. Ils m'ont harponné à la sortie en me faisant faire des ramonages. En fait on couchait dans des camions, sur des matelas. Ils empochaient tout l'argent en te laissant 5 francs. Je me suis enfui une nuit de Gonesse. J'ai eu la trouille de ma vie. Pendant pas mal de temps, j'ai évité de me retrouver à Nicolas Flamel. »

Finalement, ce type de terrain permet de retrouver une part de la culture de la survie, où les destins des victimes et des prédateurs s'entremêlent. Le dispositif assistantiel contribue ainsi à accentuer la précarité du public du fait de la « localisation » et de la concentration des « personnes à problèmes » sur les mêmes sites. Les effets d'invalidation peuvent aussi provenir des sous-prolétaires eux-mêmes, ces derniers considérant que le lieu d'hébergement constitue alors une sorte de trahison de la survie à la rue. Dans la culture de la rue des années 1970, le CHU sert aussi à dresser une hiérarchie du prestige entre personnes à la rue :

« Il y avait une certaine rivalité entre nous. Le gars qui dormait sur la Péniche de l'Armée du salut, il était plus propre que nous. Celui qui couchait à la Péniche n'était pas un gars de la rue, un vrai clochard. Entre nous, quand il y avait un conflit, on disait à l'autre : "Va coucher à la péniche". »

Penser le dispositif assistantiel, c'est prendre en compte les usages et les constructions symboliques différenciées des usagers comme des réfractaires. Quand j'interrogeais les occupants des CHU, ceux qui étaient les plus proches de la vie ordinaire se plaignaient de dormir à côté des clochards qu'ils méprisaient. Georges, un revenant du sous-groupe des clochards, nous restitue une part du capital symbolique des plus clochardisés, qui manifestent aussi une fierté à survivre sans aucune aide.

Quand il retourne à la rue en 1995, son récit ne laisse plus apparaître de telles violences, ce qui confirme le processus de pacification des instances publiques dans leur traitement des sans-logis. Sur Paris, le Samu social a pris le relais de la police spécialisée des SDF. La pertinence de la posture ethnobiographique peut aussi être attestée pour appréhender les transformations des dispositifs d'urgence depuis une quarantaine d'années. La longue fréquentation de la rue et des institutions par Georges, entre 1968 et 2000, avec des périodes de retour à la condition ouvrière, permet de disposer d'un discours riche et nuancé sur l'État et les associations caritatives. L'histoire personnelle de Georges permet de retracer les empreintes laissées comme autant de couches fossiles sur un être qui a connu plusieurs phases de la « prise en charge » depuis 1968.

C'est dire que le récit de cette personne dévoile en fait de l'intérieur et historiquement ce que les institutionnels ont eux-mêmes souvent oublié ou tendent à dissimuler. Georges a vécu seul à la rue avant de voir venir à lui des « maraudeurs », des « préventeurs » et des soignants du Samu social à partir de 1993. Dans ses dernières années de galère, il a pu se rendre de lui-même dans les nouveaux centres d'hébergement d'urgence réaménagés par le dispositif du 115 ; se diriger vers d'anciennes structures qu'il a vu se transformer radicalement et s'humaniser. Il a vécu la soupe caritative octroyée après une prière, puis les restaurants sociaux dont les plateaux repas sont désormais standardisés. Il a été biffin (récupérateur et revendeur d'objets dans la rue) reconnu par la préfecture avant de vivre la fin d'un monde si bien rendu par Jacques Yonnet¹, celui des petits boulots de la rue, entre prolétariat indépendant et sous-prolétariat de la débrouille et des illégalismes, avant de devenir un compagnon d'Emmaüs, enfermé dans le statut des communautés qui, outre l'interdit de circuler librement, de consommer de l'alcool et de fréquenter une femme, est aussi incompatible avec le droit commun. Le risque de dérapage, de la part de dirigeants associatifs, peut être illustré par cette mesure ayant eu cours dans une des organisations fédérées à Emmaüs France et inspirées par le message de l'Abbé Pierre : en 2001, le directeur de l'association Emmaüs de l'époque a écrit une lettre aux compagnons pour leur signaler qu'ils devaient signer un engagement de renoncement à leur RMI ; leur « pécule » était de 30 euros par semaine. Pour Georges, l'appel de l'Abbé charismatique, puis la création des « communautés » sont perçus comme une intrusion, voire même une destruction d'un groupe social, celui de tous les chineurs « libres » qui revendaient leurs trouvailles aux puces de Montreuil ou au marché Aligre. Cette vision interne aux « gars de la rue » se situe à l'opposé de l'image médiatique du « plus populaire des Français ».

Enfin, Georges a fréquenté les grands centres d'hébergement d'urgence, centaines et frustrés (le CHU de Nanterre, la Mie de pain, Nicolas Flamel...) avant de découvrir la myriade des structures actuelles qui nécessitent de « connaître le circuit » afin d'obtenir les « meilleurs » centres, ceux où la sécurité est assurée, ceux où le sommeil n'est pas trop perturbé. Le CHU La Mie de pain, qui a connu la même configuration que le CHAPSA de Nanterre jusqu'au début des années 2000, se caractérise désormais par un haut degré de sécurité qui lui confère une place à part dans le monde de l'Urgence aujourd'hui. Longtemps associée à l'image du centre le plus repoussoir, la Mie de pain a été affectée par des transformations internes qui sont liées au bouleversement de l'Urgence dans les années 1980. Les « Appels » successifs de dirigeants charismatiques des principales associations par ailleurs regroupées dans le collectif Alerte, les politiques humanitaires des gouvernements depuis la mise en place du RMI en 1988 et les débats publics autour de la « fracture sociale » aboutissant à la « loi contre les exclusions » de 1998, puis à la création du Samu social en 1993, ont suscité des réflexions pratiques sur les conditions d'accueil en urgence. Le point ultime de cette volonté de réforme est incarné par le CHU Jacomet, totalement rénové en 2004 et géré par l'association des Cités du Secours catholique. Il se situe dans la gamme des lieux de réinsertion représentés par les CHR. Ainsi, dans la hiérarchie des centres, la DASS estime que ce centre mérite un prix de journée supérieur à celui des centres Emmaüs parce que les prestations y sont de meilleure qualité (28 contre 22 euros). L'observation de ce CHU indique une

1. Jacques Yonnet, *Rue des maléfices, Chroniques secrètes d'une ville*, Paris, Phébus, 1987 (1^{re} éd. : 1954).

stratégie « d'humanisation »¹ qui se lit dans une conception de l'organisation plus proche de la vie ordinaire. À la massification de l'hébergement dans des grands dortoirs succède une recherche d'individualisation de l'accueil avec des chambres de un, deux ou quatre lits. Totalement refait à neuf, le CHU propose de nombreuses animations et un suivi social.

La Mie de pain, structure caritative traditionnelle, située pourtant hors des dispositifs publics et du 115, a suivi ce mouvement en faveur d'une amélioration de l'accueil réservé aux résidents. Certes, le lieu d'hébergement reçoit toujours un public de clochards invités à dormir dans un local séparé du dortoir central. Cependant, le mode de gestion des populations a été modifié, ce qui fait de ce CHU, pour Georges, la « grande » structure la plus « accueillante » parmi tout ce qui existe dans Paris à la même échelle :

« Je n'ai pas eu de file d'attente. Étant donné mon âge, à partir de 50 ans, je suis rentré de suite. Les gars de plus de 50 ans, ils ne les laissent plus à la rue. Ils ont une carte. Il y a un service de gardiennage à l'entrée pour qu'il n'y ait pas de bagarre. Pour que ceux qui arrivent après ne passent pas devant les autres. Les gens avec leurs bagages vont à la consigne. Il y a deux consignes à l'accueil, pour les gros sacs. Et pour les bagages plus légers ou les affaires personnelles, juste avant le dortoir, il y a un casier. Il y a quand même ce service de surveillance qui est très important. Ils font bien leur boulot, il faut le dire. Tu les retrouves aussi bien dans la rue au moment de l'entrée, aux portes d'entrée et au réfectoire. Et dans les dortoirs/box. Quant à l'hygiène, on peut dire que c'est nickel, impeccable. Quand tu arrives au réfectoire, tu prends ton plateau, on te sert. Les gens sont très accueillants. Il y a des heurts de temps en temps mais bon, le service de sécurité est là et ils règlent le problème. C'est vrai que c'est sécurisant. Tu as un repas complet, quoi. La viande, les légumes, fromage, fruits, tu as tout comme il faut. C'est accueillant par rapport à beaucoup de centres d'hébergement d'urgence. C'est le jour et la nuit par rapport à ce que j'ai connu en 1971. Je peux dire que sur toutes les structures que je connais actuellement, c'est quand même la meilleure. Avant, La Mie de pain, c'était totalement la jungle. Tu n'es plus sous pression. Avant, tu ne dormais que d'un œil. Tu sais maintenant que le lendemain quand tu vas te réveiller, tu vas retrouver tes affaires. »

À travers ces extraits du récit de vie d'un usager évoquant le même établissement à 30 ans d'intervalle, il est possible de mesurer une évolution dans les politiques d'urgence qui relativise la notion d'institution totale. Certes, l'essentiel de l'accueil des CHU demeure encore largement inhospitalier. Mais il est incontestable que, depuis une petite dizaine d'années, un processus de réforme est en cours, en lien avec les transformations plus générales qui affectent le champ de l'urgence en France.

1. « Les grands centres d'hébergement d'urgence font quant à eux, l'objet actuellement d'une politique de restructuration et d'humanisation des locaux », « Le schéma de l'accueil de l'hébergement et de l'insertion à Paris », DASS de Paris, 2004.

CONCLUSION : DE L'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE
À LA PRISE EN CHARGE IDENTITAIRE,
UN EFFET DES INSTITUTIONS DÉFAILLANTES

La vie de Georges a été étudiée à partir d'une ethnobiographie consistant à croiser récit de vie et étude des milieux de survie, tant dans la rue que dans les institutions d'assistance. La possibilité de travailler dans la durée avec un SDF supposait de créer des liens de confiance en minimisant le poids du statut de l'enquêteur¹. Alors que les enquêtes auprès des populations les plus exclues s'avèrent le plus souvent « longues, difficiles, fatigantes »², paradoxalement, le lent et patient échafaudage destiné à gagner la confiance de cet ancien clochard a eu pour effet inattendu de se retourner contre l'enquêteur dans une dimension inconnue : la fraternisation, autrement dit la participation à la construction identitaire de la personne suivie. À l'opposé des recherches périlleuses qui menacent le chercheur sur d'autres terrains³, ce travail ethnobiographique interroge les *effets induits* par les relations durables, largement non prévisibles, entre un chercheur et un sans-logis sur « le terrain ».

Dans le temps, un processus d'attachement a contribué à faire de l'enquête un terrain de socialisation et d'identification au-delà de la « confiance nécessaire » au bon déroulement de la démarche suivie. Le récit de vie, qui s'est constitué dans un cadre ethnographique spécifique, a soulevé plusieurs problèmes tenant finalement moins aux difficultés pratiques d'accès au terrain qu'à ce jeu de dépendances relationnelles soulevant la question des frontières de l'engagement du sociologue pris dans un processus de construction identitaire. Après six ans d'interconnaissance, la complexité des liens se découvre, liens qui vont bien au-delà de la simple recherche de la preuve scientifique. Le temps de l'enquête a été un temps partagé, un temps où il a été question d'étudier ce lien social que la société a défait et que la *relation* d'enquête a en partie retissé. À travers elle, j'ai représenté une figure compensatoire de l'éducateur de rue qui n'existe pas hors des quartiers d'habitat social. Georges a appelé ses relations depuis le laboratoire pour leur dire qu'il se trouvait en compagnie de son « ami du CNRS », son « pote de la Sorbonne avec qui je suis en train d'écrire un livre ».

Le principe de la commune humanité finalement soulève trois questions. La première renvoie aux frontières de la validité scientifique : peut-on isoler une « commune humanité heuristique ou minimale » distincte d'une relation d'amitié en soit qui caractériserait alors un débordement de la relation d'enquête ? J'ai échoué à maintenir le premier cadre, sans doute à cause de difficultés personnelles et aussi, parce qu'il s'agissait d'une première expérience de type ethnobiographique. En ce cas, le mieux est l'ennemi du bien. D'où la seconde question qui est d'ordre éthique : de quelle morale humaniste le chercheur peut-il se prévaloir lorsqu'il a comme appriivoisé, mis en dépendance un sans-logis dont il savait qu'il cherchait à se mettre en

1. John D. Douglas, *Investigative Social Research. Individual and Team Field research*, Beverly Hills, Sage Library of Social Research, 29, 1985, notamment p. 133-189 ; John M. Johnson, *Doing Field Research*, *op. cit.*

2. Patrick Gaboriau, « Mettre les questions à la question. Travail de terrain et raisonnement sur les sans-logis », dans « Habiter sans logis », *Espaces et sociétés*, 116-117 (1-2), 2004, p. 111-123, dont p. 112

3. Virginie Amiraux, Daniel Cefaï, « Introduction », dans « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Culture & conflits*, 47, automne 2002, p. 15-48.

dépendance¹ ? Maîtriser mieux, désormais, ces « risques immoraux du métier », c'est s'arranger pour demeurer dans un cadre où, une fois le récit engagé, le chercheur tente de ne plus donner autant de signes de don et montrer que le temps « donné »² est un temps de travail. L'enjeu est de savoir *maintenir* un degré de confiance pour poursuivre l'enquête afin de laisser le sujet en état de mesurer une situation de travail nettement distincte de quelques phases de lien social. Peu à peu, la part des entretiens formels doit redevenir supérieure à celle des entretiens informels. De ce fait, la troisième difficulté pratique, qui consiste à penser la fin de la relation d'enquête, s'en trouve réduite. Certes, faire du terrain, dans un tel milieu, c'est obligatoirement réfléchir à la manière de sortir d'une relation avec des gens qui veulent aussi « s'en sortir ». Lorsque le terrain se réalise dans une « culture », un groupe stabilisé disposant de ses ressources, de ses modes de vie légitimes et revendiqués, le chercheur repart seul en quelque sorte lorsqu'il en a fini avec son terrain³. Mais que faire lorsque l'indigène veut aussi s'échapper du terrain avec l'ethnologue ? Il est probable que la publication d'un livre, où le sans-logis découvre ce que le chercheur pense finalement de lui, participe à clarifier les engagements réciproques. Jusqu'à cette épreuve de vérité, cette dépendance du chercheur ressemble à un *transfert d'assistanat* qui s'origine dans la faible capacité des pouvoirs publics à offrir réellement aux SDF un accès rapide au logement de droit commun.

Patrick Bruneteaux est chercheur au Centre de recherches politiques de la Sorbonne à l'Université Paris 1. Il travaille depuis une quinzaine d'années sur la question sociale et les violences sociales. Il a notamment publié : *Maintenir l'ordre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; *Nouvelles figures du sous-prolétariat*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; *La rue, rêves et réalité*, Paris, Emmaüs/Le Temps des cerises, 2004 ; « L'hébergement d'urgence. Un accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, 63, janvier 2006, p. 105-127 (<pbx@univ-paris1.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LES POLITIQUES DE L'URGENCE À L'ÉPREUVE D'UNE ETHNOBIOGRAPHIE D'UN SDF

Peu de travaux s'appuient sur une démarche ethnobiographique pour penser les modalités concrètes de l'action publique auprès des SDF. Elle permet de saisir les capacités d'accès des sans-logis aux prestations de l'État social. Pour cela, il a fallu parvenir à créer une relation durable avec un errant. Ensuite, les liens entretenus avec cet informateur privilégié ont permis d'observer sur le terrain les difficultés d'accès aux prestations dites d'assistance et révéler un dispositif complexe associant précarité de l'aide et mesures humanitaires. Enfin, les dépendances réciproques tissées avec une personne socialisée au travail d'enquête et à l'enquêteur

1. Pour Patrick Pharo, la question éthique se pose, puisque « l'éthique n'autorise pas de s'engager dans des pratiques dont on connaîtrait avec certitude les conséquences qui seraient à la fois mauvaises et évitables » (*Morale et sociologie*, Paris, Gallimard, 2004, p. 37).

2. Le temps donné est le don de base des bénévoles qui interviennent auprès des SDF. Cf. Brigitte Eyserman, « "Donner, recevoir, percevoir" sur le terrain : don invisible et réciprocity subjectives entre les bénévoles d'une action de nuit et les sans-abri, à Marseille », *Ethnographiques.org*, 8, novembre 2005 [revue en ligne].

3. Jean Copans, *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan Université, 1999.

ont généré une question éthique, celle qui est liée aux effets de l'engagement du chercheur compensant la faiblesse des aides en faveur des SDF.

POLICIES OF URGENCY FACING THE ETHNOBIOGRAPHY OF A HOMELESS

There is little academic research which uses an ethnobiographical method to examine public policies with regard to the homeless. This type of method allows the researcher to understand the various ways in which a homeless person can access and come into contact with the Welfare State. In order to do this, it was necessary to create a close link with a homeless person. The fact of having a close relationship with a privileged informant allowed me to observe the difficulties involved in accessing welfare benefits and assistance, and revealed the complex system which allies precarious aid and humanitarian measures. Finally, the reciprocal dependence which arises between the researcher and the subject of the research leads to important ethical questions, linked to the way in which the engagement of the researcher can compensate for the weakness of the other available assistance for the homeless.